

<http://www.lesnouvelles.be>

Interview exclusive de Luk VAN BIESEN Ses propositions pour la scission de BHV

Récemment, vous avez rejeté l'idée d'une scission de BHV sans compensation négociée au titre de la nécessité du "vivre ensemble" entre néerlandophones et francophones. Pour vous, que recouvre au juste cette notion ?

Dans mon esprit, la scission de BHV est le dernier élément nécessaire pour achever la structure fédérale de ce pays. A partir du moment où il n'y a plus de discussion sur les frontières, il sera possible pour la communauté francophone et la communauté néerlandophone de gérer les choses d'une autre façon en Belgique. La demande francophone d'un élargissement de Bruxelles crée une peur en Flandre. Si cette discussion s'arrêtait, on pourrait trouver des solutions afin que des minorités, qui sont en fait des majorités dans des communes comme Kraainem et Wezembeek-Oppem, puissent vivre mieux en Flandre. On pourra trouver de nouvelles méthodes qui permettront de mieux apprécier la culture de l'autre. La Communauté flamande pourra réagir de façon beaucoup plus adulte qu'aujourd'hui.

Vous avez aussi évoqué l'idée d'une ratification de la convention cadre du Conseil de l'Europe sur le respect des minorités afin de débloquer les négociations sur BHV. Quelles seraient alors les dispositions concrètes dont les francophones pourraient profiter en périphérie de façon définitive et incontestable ?

Par exemple au niveau des asbl culturelles francophones en périphérie qui doivent pour le moment être financées de façon anormale. En Flandre, on accepte qu'il y ait de telles associations pour les germanophones ou les anglophones. Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas accepter en Flandre que ces associations puissent être financées normalement. Pour l'instant, en Flandre, on a toujours peur que si on donne à la Communauté française la possibilité d'organiser des choses, le vrai but ne soit pas de faire plaisir aux francophones qui habitent ici mais que ce soit fait dans l'espoir d'augmenter les chances d'un agrandissement de Bruxelles. C'est pour cela que je pense que la scission de BHV sera quelque chose de bon à la fois pour les francophones et les néerlandophones. Cela fera disparaître les extrémismes des deux côtés. Contrairement au CD&V et à la NVA, mon parti, l'Open VLD, défend l'idée qu'il faut un dialogue pour trouver une solution négociée au problème de BHV. En 2007, c'était le seul parti qui disait cela. D'ailleurs au niveau du Conseil communal à Kraainem, j'ai eu l'occasion d'être le premier à proposer plusieurs subsides qui ont été accordés à des organisations francophones, comme par exemple la bibliothèque.

Pourtant la Région flamande n'a pas du tout une attitude positive vis à vis des bibliothèques francophones dans les communes à facilités.

Pour l'instant, la Région flamande considère toutes les bibliothèques communales de Flandre de la même façon. C'est à dire qu'il doit y avoir un pourcentage très majoritaire de livres néerlandophones. Mais cette idée est trop petite. Dans une commune comme Kraainem, c'est le contraire qu'il faut faire. On a besoin ici d'une bibliothèque spécifique qui met à disposition 25 ou 30% de livres en néerlandais et qui offre de découvrir les grands écrivains flamands dans des traductions en français, anglais, espagnol, etc. Et aussi des écrivains francophones belges. C'est important car il y a beaucoup d'étrangers qui viennent vivre dans notre commune pendant seulement quelques années. Si on ne fait rien, ils ont tendance à former des communautés fermées sur elles-mêmes, sans contact avec la culture belge francophone et flamande. Depuis des siècles, cela a été la richesse de la Belgique de pouvoir accueillir d'autres cultures. La peur de l'autre culture doit disparaître en Flandre. C'est ce que doit permettre un nouveau grand pas dans la réforme de l'état. Concernant BHV mais aussi la réforme de l'emploi, de la justice, etc. Cela pourra se faire parallèlement à un transfert de pouvoir du fédéral au niveau de l'Europe. Par exemple, cela n'aurait aucun sens de régionaliser la défense alors que la défense devrait devenir une compétence européenne pour être plus efficace.

Mais dans le débat communautaire, aujourd'hui, force est de constater que les francophones sont confrontés à beaucoup de mesures flamandes d'inspiration nationaliste qui sont autant de motifs pour organiser leur auto-défense ...

En 2004-2005, l'idée de vivre en semble était beaucoup plus forte qu'aujourd'hui. Et puis, cela a été très dommage d'entendre Monsieur Leterme prononcer des choses négatives sur les francophones de la périphérie, sur le fait qu'ils n'étaient pas capables psychologiquement d'apprendre le flamand. A partir de ce moment, il y a

eu des réactions y compris chez les gens qui parlaient de vivre ensemble et on a vu se développer des positions extrêmes à la fois du côté de la NVA et du FDF qui a eu une influence sur tous les autres partis francophones.

Les partis francophones considèrent globalement qu'une évolution du pays vers plus de confédéralisme change la donne. Evolution que Kris Peeters voit comme une "révolution copernicienne" où le pouvoir fédéral ne s'occuperait plus que de l'une ou l'autre matières que les régions seraient éventuellement d'accord de lui confier. Une telle exigence pour un confédéralisme achevé, dans une Flandre où l'idée d'indépendance est fortement représentée, suscite une énorme méfiance du côté francophone. C'est notamment cela qui conduit à un consensus sur l'exigence d'élargissement de la Région bruxelloise entre les partis francophones. Vous proposez un scénario où les francophones devraient parier sur une future évolution positive des mentalités en Flandre dans le débat communautaire, mais n'est-ce pas paradoxal d'à la fois créer de la méfiance et de réclamer de la confiance ?

La peur est mauvaise conseillère. L'idée du confédéralisme est bonne. Il faut que les niveaux de pouvoir soient mieux structurés avec des compétences assumées à 100%, en allant dans le sens de plus de régionalisation. Il y a encore des compétences en matière d'enseignement qui se trouvent au niveau fédéral, comme pour fixer l'âge minimum pour être scolarisé. Cela n'a pas de sens.

Mais alors qu'est-ce qui va permettre d'alimenter la confiance chez les francophones. Que proposez-vous, tout à fait concrètement, pour que les peurs qui sont présentes du côté flamand et francophone s'atténuent ?

Il n'y a qu'une seule chose à faire, c'est dialoguer. Pour le moment, on parle beaucoup des symboles et jamais du contenu de ce qui pourrait être un accord sur BHV. On ne parle que des procédures de conflits d'intérêt. Mais depuis 2007, on ne dit rien sur les compensations qui pourraient être proposées aux francophones. On n'a plus entendu aucune proposition constructive. Là, je crois aussi que l'influence des médias est trop grande. On ne peut pas évoquer une proposition sans être matraqué à la fois par la presse flamande et francophone. Comme lorsque j'ai proposé de ratifier la convention cadre du Conseil de l'Europe à la RTBF. Et le jour où Yves Leterme est revenu au pouvoir, le journal Le Soir a donné une page pour une interview de Bart De Wever. Cela ne sert qu'à pourrir le débat.

Il y a également une crainte chez les francophones de la périphérie de voir des acquis leur être accordés et plus tard être retirés ou limités, comme lorsque les circulaires Peeters ont fixé de nouvelles règles qui visaient à réduire les facilités. Que pouvez-vous leur répondre ?

Je pense que nous allons arriver à restaurer la confiance. Nous devons y arriver. Nous sommes en pleine crise économique et cela nous oblige à parler et trouver des solutions. Le déficit annuel de la Belgique est de 25 milliards d'euros qui devront être payés par les futures générations. Ce n'est pas seulement les flamands ou les francophones qui vont devoir payer. Ce sont tous les citoyens belges qui vont devoir subir les effets de la crise économique. C'est pour ça qu'il faut arrêter de perdre du temps et de l'énergie avec un problème comme Bruxelles-Hal-Vilvorde. Ce que la NVA dit, ce n'est pas ce que la Flandre dit. Ils ont eu un score d'environ 13% aux élections régionales. Cela veut dire que 87% des flamands ne sont pas de leur avis. Ils n'ont que cinq sièges au parlement fédéral. C'est la même chose pour le FDF qui n'a que deux sièges. Tout comme le CD&V a été séparé de la NVA, il faut que le MR soit séparé du FDF. Alors on pourra dialoguer de façon normale entre les grands partis.

Concernant l'inspection scolaire dans les écoles primaires francophones présentes dans les communes à facilités, quel est votre point de vue ?

Je pense qu'on perd énormément de temps en Flandre avec ça. Pour moi, ces écoles peuvent être gérées sans inspection faite par la Région flamande. Au Conseil communal, j'ai proposé que ce soit la Communauté française qui reprenne ces écoles à sa charge. Je ne pense pas qu'il est nécessaire d'avoir des écoles francophones gérées au niveau communal dans les communes à facilités. Cela peut être des écoles gérées par le réseau libre ou officiel de l'enseignement en Communauté française.

Avez-vous le sentiment que la population néerlandophone de Kraainem vit de façon heureuse la coexistence avec une large majorité d'habitants francophones ? Qu'est-ce qui pourrait améliorer le bien vivre ensemble pour les néerlandophones de Kraainem ?

Au niveau des citoyens, il n'y a pas de problème à Kraainem. Ce qui manque, ce sont les activités où les flamands et les francophones de la commune peuvent se rencontrer. A part le parcours d'artiste, elles ont toutes disparu. Le sport, la culture sont organisés séparément pour chaque communauté. Il manque des activités à faire ensemble.

En solidarité avec vos collègues élus francophones de Kraainem, en Commission de l'Infrastructure à la Chambre, vous avez reproché au Secrétaire d'Etat à la Mobilité Etienne Schouppe son attitude par rapport à la question des normes de vent. Ce sont en effet les actuelles normes de vent et la façon dont elles sont appliquées qui causent la multiplication des atterrissages concentrés sur la piste 02, au lieu de faire survoler préférentiellement des zones non aedificandi, comme avant le Plan Anciaux. Pensez-vous pouvoir convaincre le nouveau Président de l'Open VLD de se mobiliser de façon positive dans ce dossier ? En commençant par exemple par une invitation à venir se rendre compte sur place de ce dont il s'agit ?

Je suis né à Kraainem et il est normal que je défende tous les habitants de ma commune. Les nuisances sont là pour tous les habitants de Kraainem, francophones et néerlandophones. Pour moi, cela serait beaucoup plus facile de faire l'inverse car je dois me présenter aux élections aussi dans des communes qui sont opposées à Kraainem dans ce dossier. Je vais certainement aborder ce problème de normes de vent avec Alexander De Croo et je suis d'accord de le faire venir à Kraainem pour ça et de lui faire rencontrer les associations de riverains.

Le nouveau Président de l'Open VLD, M. Alexander De Croo, a récemment fait cette déclaration : "*Il faut trouver des modes de collaboration entre Bruxelles et la périphérie. Il faut être pratique et créatif. La mobilité, les aéroports, la coordination du marché du travail, l'urbanisation : c'est idiot de ne pas plus coopérer*". Selon vous, quel type de structure politique faudrait-il créer et comment fonctionnerait-elle concrètement ?

La Région bruxelloise correspond à une réalité urbaine et à une réalité économique différente. Il faut créer en effet une structure sur le plan de la coopération économique. Les problèmes d'emploi existent des deux côtés. Un chômeur à Bruxelles, c'est un chômeur de trop. Un bon exemple une collaboration serait à développer est le programme START. Il serait tout à fait logique d'organiser une concertation entre la Région flamande et la Région bruxelloise, sans oublier la Région wallonne. Pour des activités comme celles qui concerne START (ndlr : l'élargissement du ring, le développement de la zone aéroportuaire, etc.) il serait normal que la Flandre prenne ses décisions après négociations avec ses voisins et après avoir vu si on peut travailler ensemble sur certains sujets. Autre exemple: en Belgique, il faut pouvoir mettre ensemble les efforts de recherche scientifique de la KUL ou de la VUB avec l'UCL ou l'ULB pour produire plus de résultats. Quand il s'agit d'emploi, on sait qu'il faut s'appuyer sur les innovations technologiques. Si on peut mettre en place des choses de ce genre, la confiance entre les communautés pourra exister, il n'y aura plus de place pour les extrémistes et il sera à nouveau possible de faire avancer la notion de vivre ensemble. Mais il faut pour cela cesser d'avoir peur de négocier entre communautés flamande et francophone.

GVODY